



AMBASSADE DE FRANCE EN ITALIE SERVICE ECONOMIQUE REGIONAL

LE MINISTRE CONSEILLER POUR LES AFFAIRES ECONOMIQUES
CHEF DU SERVICE ECONOMIQUE REGIONAL EUROPE DU SUD-EST
LE CONSEILLER POUR LA SCIENCE ET LA TECHNOLOGIE

ROME, LE 10 NOVEMBRE 2009

Rédigé par Anne Gevertz et Hubert Heidsieck
Revu par Roger Manière et Raphaëlle Siméoni

Compte rendu de la journée de la recherche organisée par la Confindustria

La Confindustria a organisé vendredi 6 novembre sa 7ème journée de la Recherche, événement destiné à faire un point sur l'innovation en Italie. Pour Diana Bracco, vice-présidente de la Confindustria en charge des questions de la recherche et de l'innovation, il était important que l'ensemble des acteurs (entreprises et scientifiques) et des autorités italiennes soient présentes à cette journée : Président de la République, Ministre de l'Instruction, de l'université et de la recherche, Président de la Conférence des régions. La journée a été l'occasion pour la Confindustria de faire un point sur les retards de l'Italie en termes d'investissement et de manque de gouvernance des fonds destinés à son financement, et de bénéficier d'une tribune pour demander au Gouvernement un véritable plan pour la Recherche visant à atteindre 2 % du PIB d'ici 2013.

- 1- La Confindustria fait un bilan négatif de l'investissement dans la recherche en Italie et demande au Gouvernement la mise en place d'outils concrets dans le cadre du futur plan national pour la recherche.
 - a. L'Italie est en retard sur l'investissement dans la recherche développement par rapport à ses partenaires européens

Les représentants de la Confindustria ont rappelé le retard important de l'Italie en termes d'innovation et de recherche, et la nécessité de faire évoluer les choses pour ne pas être totalement dépassée. En termes d'investissement dans la recherche, l'Italie est à la dernière place des pays développés avec 1,13 % du PIB (2,08 % en France) et un nombre de chercheurs (35) pour 10 000 habitants bien inférieur à la moyenne européenne (70).

L'ensemble des participants ont déploré la grande fragmentation des différents instruments visant à soutenir la recherche italienne. Emma Marcegaglia a souligné le problème de gouvernance qui en résulte. Si sur le papier, il existe une série d'instruments mis en place ces dernières années, du côté pratique, la Présidente de la Confindustria a dénoncé leur inefficacité et leur insuffisance. Ainsi, le crédit d'impôt pour la recherche a été demandé par 29 000 entreprises, mais seulement 7 000 ont pu en bénéficier. Les modalités d'obtention de ce crédit d'impôt¹ entraînent un découragement et une déception au sein des entreprises qui ont investi dans l'innovation. La Confindustria souhaite le retour à un dispositif automatique pour les entreprises. Diana Bracco a souligné que les deux appels d'offres

¹ Si le Crédit d'impôt devait à l'origine être octroyé à l'ensemble des entreprises pouvant le demander, le décret anticrise du 29 novembre 2008 a limité le montant à 1,62 Md€. Les entreprises devaient déposer leur demande le 6 mai sur le site internet des impôts, les demandes étant acceptées dans l'ordre d'arrivée. Le nombre de dépôt a entraîné un encombrement du site et l'ensemble de l'enveloppe a été octroyé en 35 secondes.

du plan « Industria 2015 » gérés par le Ministère du développement économique, conclus et approuvés fin 2008 n'ont toujours pas été lancés, de même pour celui concernant le haut débit.

Les intervenants de la Confindustria ont également regretté que l'utilisation des fonds structurels (13 Md€) destinés au Mezzogiorno pour 2007-2013 n'ait pas encore débuté, alors même qu'il s'agit des derniers fonds destinés à l'Italie et qu'il y a un risque pour le pays de les perdre en cas de non utilisation.

- b. Les représentants de la Confindustria ont profité de la Journée de la Recherche pour demander au Gouvernement le lancement d'un programme pour la Recherche

Pour Diana Bracco, « il est fondamental de lancer un programme national de la recherche pour 2009-2013 » qui ait « des objectifs clairs, définitifs et partagés, prévoyant des instruments efficaces et flexibles, qui puisse compter sur des ressources financières concrètes et certaines dans le temps ». L'objectif pour Mme Bracco est de relever l'investissement dans la recherche et l'innovation pour atteindre « au moins 2 % du PIB d'ici 2013 ». Il s'agit pour elle de mettre en place une « politique économique centrée sur la recherche et non plus une politique de la recherche ». L'ensemble des intervenants a souligné la nécessité pour l'Italie d'arrêter de débattre et d'agir enfin.

Diana Bracco a également rappelé la nécessité de favoriser les plateformes, les clusters et l'agrégation d'entreprises pour obtenir la masse critique adaptée pour atteindre un résultat compétitif au niveau européen et international. Sur ce point, la Confindustria a mis en avant son projet Nord / Sud visant à développer la recherche-innovation autour de pôles d'excellence existants également dans le Mezzogiorno. La Confindustria a enfin indiqué que la vraie révolution pour les entreprises serait l'allègement des procédures administratives qui sont une des raisons du blocage actuel de l'investissement.

- 2- A différentes échelles, le gouvernement italien entend réagir aux semonces de la Confindustria.

- a. En organisant et en répartissant plus efficacement le réseau recherche/innovation au cœur des régions.

Les différents intervenants ont tous insisté sur la notion de qualité de recherche. Ils ont rappelé qu'outre la quantité des financements attribués, il était important que ces investissements soient répartis sur des projets en lien avec le territoire, et en lien avec les différentes niches d'excellence du pays. Le professeur Luciano Maiani, président du CNR (Centre National pour la Recherche), qui s'est félicité de la présence de plus de 2300 chercheurs dans les quelques 90 instituts CNR du Mezzogiorno (sur des domaines de pointe comme la mécanique et la nutrition), a annoncé vouloir porter ce chiffre à 2 600 dans les prochaines années. Il faut aussi prendre conscience de l'important investissement que réalise la Commission Européenne dans le Mezzogiorno, via les fonds pour le développement de certaines régions européennes. Il a aussi annoncé que le Festival de la Science, traditionnellement organisé à Gênes, sera en 2010 déplacé à Palerme.

Le président de la Conférence des régions Vasco Errani souhaite la création d'un réseau concret innovation/recherche, regroupant les acteurs publics et privés (Etat, régions, universités, CNR, grandes entreprises, ENEA – Agence Nationale pour les Nouvelles technologies, l'Energie et le développement économique durable -) pour organiser l'action de concert. Il prend sa région en exemple, l'Emilie-Romagne, où il compte mettre en place une dizaine de technopoles de pointe sur le modèle français. Il dénonce la guerre de clochers des différents protagonistes de la recherche italienne, à l'heure où celle-ci devrait au contraire s'europaniser.

D'autre part, Mr Errani s'en prend à l'Etat, sous les applaudissements de l'assistance, contre lequel il demande des sanctions, pour avoir annoncé des investissements (notamment lors du PNR 2004-2008) bien supérieurs aux montants effectivement délivrés.

La ministre Mariastella Gelmini, s'est félicitée des différentes implantations qui avaient été réalisées récemment dans ce sens, à travers tout le pays

- L'implantation d'Ericsson en Ligurie
- Le CMCC (centre euro-méditerranéen pour les changements climatiques) à Lecce (Pouilles)

- L'installation du programme d'astronomie SETI à Catane
- L'accord Telespazio-Région Molise
- b. A travers un plan d'action gouvernemental : le Plan National pour la Recherche 2009-2013 (PNR)

La Ministre Mariastella Gelmini est restée assez évasive sur les nouveautés du PNR 2009-2013, dont on attend une description plus approfondie dans les prochains jours. Elle a toutefois rappelé les principales orientations attendues :

- La promotion de l'excellence, à travers l'attribution des postes dans les universités qui se fera désormais selon le mérite plus que selon l'âge. Jusqu'à ce jour l'âge de début de carrière des professeurs d'universités (37 ans en moyenne) et l'âge moyen des professeurs en activité (50 ans) faisaient partie des plus élevés d'Europe.

- L'agrégation des différents acteurs de la recherche en districts technologiques devrait être accélérée (la ministre a pris en exemple Friul Biomedicina, Materiale Avanzato in Campania, et Torino Wireless).

- L'eupéanisation, et l'internationalisation de la recherche sont en marche, et doivent justement se faire à travers ces districts.

- Pour ce qui est du financement, la ministre a évoqué l'énorme dette publique qui rend délicats les investissements, mais elle compte poursuivre et étendre la politique des crédits d'impôts. La ministre a fait observer le financement de plus en plus européen des politiques de recherches. En effet si lors du programme cadre pour la recherche 2007-2013, la Commission Européenne a mis à disposition près de 50 milliards d'euros, il faut s'attendre au doublement de cette somme pour le programme cadre suivant (2013-2019). La Ministre a noté les demandes de la Confindustria d'investir dans la recherche 2% au moins du PIB d'ici 2013 (déjà bien en deçà des objectifs préconisés à Lisbonne par la Commission Européenne), et si elle reconnaît qu'il est important en effet d'augmenter cette part du PIB, elle estime qu'il ne faut pas s'attendre à une telle augmentation rapidement.

*

* *

La ministre n'a donc pas encore officiellement présenté le PNR dans les détails. Toutefois cette journée a permis de prévoir quelques orientations, telles que la réforme de la promotion de l'excellence, ou encore l'agrégation accrue des ressources autour des différents clusters. D'autre part, il est à noter, parmi les lauréats du prix pour l'innovation attribué au début de l'évènement, dans la catégorie « Grandes entreprises », la présence du français Patrick Jozon, PDG d'Air Liquide Italie.